

INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires des produits FNFI

« Le crédit AJSEF du FNFI m'a permis d'exercer mon métier de pâtissière » Mawoussi Zomayi, bénéficiaire FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", Togo Matin vous conduit à Kara, dans la préfecture de la Kozah pour partager avec vous les témoignages de ...

PAGE 2

ECONOMIE



Financement du PND

Membres du gouvernement et du secteur privé ont échangé

Une réunion s'est tenue mardi 30 avril à la primature entre les membres du comité de concertation entre l'Etat et le secteur privé. La rencontre présidée par le Premier ...

PAGE 5

Eau glacée

Plaisir éphémère, danger réel

Jusqu'à hier encore le thermomètre affichait des records dans notre pays. Naturellement, beaucoup de personnes s'adonnent ...

PAGE 10

Economie numérique

Selon Germain Meba, les opérateurs économiques ont besoin d'une connexion « fluide »



PAGE 5



Lutte contre la corruption au Togo

Christian Trimua appelle les acteurs à ne pas rater l'étape de la pédagogie

Le gouvernement a depuis quelques mois entamé une croisade contre la corruption qui s'est au fil des années enracinée dans notre pays. Pour l'instant, nous sommes à l'étape de la pédagogie et le ministre des Droits de l'Homme et chargé des Relations avec les institutions de la République, Christian ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Réformes politiques: Le Parlement entame l'étude particulière du texte la semaine prochaine

Les députés togolais ont entamé il y a quelques jours, l'étude du projet de réformes constitutionnelles envoyé l'année dernière au Parlement par le gouvernement. Si jusqu'ici aucune information importante n'a filtré, les choses devraient prendre une nouvelle tournure dès la semaine prochaine. L'information a été rendue publique mardi dernier par le ministre des Droits de l'Homme et chargé des Relations avec les institutions de la République, Christian Trimua au cours de l'émission Polititia sur la chaîne internationale Africa 24. « Le Parlement entame l'étude particulière, c'est-à-dire article par article de la proposition du gouvernement la semaine prochaine », a déclaré monsieur Trimua. Les députés ont dû observer une petite parenthèse avec la célébration du 59e anniversaire ...

PAGE 3

RIDUTO®

RIZ DU TOGO

Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé -Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

1 kg ; 5 kg ; 25 kg ; 50 kg

RIDUTO & RIDUTO RICE sont des marques déposées.



SOMMAIRE

Situation confuse au Bénin
Tensions autour du domicile de Boni Yayi



P 4

Dettes publiques
Togo, seul pays qui respecte les critères de convergence de l'Uemoa



P 5

Mode
Nadiaka veut habiller toute l'Afrique



P 9

1er mai et revendications sociales
L'autorité anticipe



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

« Le crédit AJSEF du FNFI m'a permis d'exercer mon métier de pâtissière » Mawoussi Zomayi, bénéficiaire FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", Togo Matin vous conduit à Kara, dans la préfecture de la Kozah pour partager avec vous les témoignages de Madame Mawoussi Zomayi, la quarantaine qui a obtenu le crédit AJSEF auprès de PROMOFINANCE, une institution de Microfinance partenaire du FNFI. Grâce à ce crédit, notre interlocutrice, passionnée de boulangerie et de pâtisserie s'est lancée dans la fabrication et la commercialisation de pain de soja, pain de sorgho et pain de blé...

Nous sommes à Kara, ici, des milliers de personnes ont contracté des microcrédits FNFI pour le démarrage ou la consolidation de leurs activités génératrices de revenus. Au nombre de celles-ci, Mawoussi Zomayi, la quarantaine révolue n'a pas voulu se dérober de la chaîne de l'inclusion financière.

Après sa formation diplômante en pâtisserie et fabrication de pains, notre interlocutrice a servi pendant quelques années auprès d'une boulangerie de la ville. Mais progressivement, elle se rendit compte que travailler pour quelqu'un d'autre ne pouvait pas lui permettre de pouvoir acquérir l'autonomie qu'elle souhaite. Elle souhaite alors voler de ses propres ailes, et pour cela il fallait un petit repère financier pour gagner le pari de son devenir.

" J'ai quelques fois participé à des séances d'information et de sensibilisation qu'organise PROMOFINANCE, une institution de microfinance partenaire du FNFI dans la Kozah. C'est donc au cours

d'une de ces rencontres qu'il a été présenté le produit Accès des Jeunes aux Services Financiers. Après avoir participé à cette séance d'information, je me suis dit que c'était l'opportunité que j'attendais pour pouvoir démarrer une activité génératrice de revenus. Je me suis alors pliée aux exigences de l'institution de microfinance, exigences tout particulièrement flexibles, constitution du groupe solidaire, formation en techniques de création et de gestion de microentreprises..." Justement pour permettre à tous ceux qui en font la demande d'avoir accès au microcrédit, le FNFI à travers ses 26 Prestataires de Services Financiers a simplifié le processus d'obtention du crédit, histoire d'encourager et d'inciter les populations potentielles bénéficiaires à obtenir un coup de pouce financier.

« Après toutes les étapes nécessaires pré-crédit, j'ai obtenu une première tranche de crédit de 300.000FCFA qui m'a permis de pouvoir démarrer mon activité. Etant donné que je suis pâtissière de formation, le crédit m'a permis



Mawoussi Zomayi

rapidement d'acquérir quelques kits d'outillage et je me suis lancée dans la fabrication et la commercialisation de pain de soja, pain de sorgho et pain de blé. Démarrer mon activité n'a pas du tout été facile pour moi car j'avais déjà la pratique du métier pour avoir aidé déjà dans le passé plusieurs personnes qui s'étaient installées avant moi dans la production de pains.

Sauf que quand moi je me suis mise à mon activité, j'y ai ajoutée une touche particulière. Mes pains n'ont pas une forme standard comme on le constate assez souvent. Vous voyez vous-même que je donne à ma production des formes assez particulières, notamment des pains en forme de crocodile, en forme de tortue, ...une valeur ajoutée qui attire à mon avis davantage

d'acheteurs. Tout ceci est très bon pour moi, car cela me permet de dégager assez de revenus qui me permet de rembourser à temps mon crédit et de pouvoir faire des épargnes conséquentes. J'avoue que le crédit AJSEF du FNFI m'a donné une forte capacité de croire en moi, de croire en mes potentialités de pouvoir créer de la richesse. Aujourd'hui, mon activité m'a permis de créer un emploi direct et je contribue à ma façon également à la réduction de la pauvreté et à la lutte contre le chômage. Je pense que c'est de cette façon seulement, quand chacun pourra faire sa part dans cette chaîne de continuum de développement que nous pourrions dire fièrement que notre pays est engagé sur la voie du développement et du progrès ».

En somme, au regard des différents témoignages des bénéficiaires des produits FNFI et surtout de l'impact des produits sur leur quotidien, on peut affirmer sans risque de se tromper que le FNFI est un puissant instrument de lutte contre la pauvreté.

KD



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège

Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :

Motchooso Kodolalkina

Secrétaire de rédaction :

Rachidou Zakari

Responsable web :

Carlos Amevor

Comité de rédaction :

Françoise Dasilva

Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative :

Gloria Léma Yagla

Service commercial :

DIRECT AGENCE

Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste :

Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... de l'indépendance de notre pays. Beaucoup d'activités étaient au rendez-vous et l'agenda républicain a inévitablement pris un coup. Ils ont d'ailleurs pris part à une session spéciale vendredi dernier pour que le chef de l'Etat puisse prononcer son discours sur l'état de la nation. Mais la pause aura été de courte durée. Les

festivités de l'indépendance étant maintenant derrière nous, les élus de la nation vont devoir reprendre leurs habitudes et se remettre au travail. Dans le cas présent c'est plus la Commission des lois qui est impliquée. Mais les autres députés ne sont pas pour autant exclus.

En attendant que le texte soit soumis à la plénière pour les débats et le vote, et pendant que maître

Tchitchao Tchallim, le président de la Commission de lois et ses collègues sont concentrés sur leur tâche, les autres peuvent faire des propositions. C'est dans la multitude des idées que sortira la solution idoine, acceptable pour tous et durable.

C'est donc une nouvelle étape que va connaître cette avancée vers l'opérationnalisation des réformes la semaine qui

vient. Cela permettra aux élus de passer à la loupe chaque phrase, les mots, tournures et virgules etc... de ce texte qui peut paraître parfait pour certains, insuffisant pour d'autres mais dont des paramètres importants échappent peut-être aux acteurs jusqu' alors.

Cette étude particulière permettra sans doute de finaliser le texte pour soumission à la plénière

très bientôt. Cela devrait aller vite, puisque dès qu'il restera six mois avant les futures élections, opérer des réformes au Togo sera soumis à condition. Pour ne pas se compliquer la tâche au risque de repousser à nouveau l'adoption des réformes, la Commission des lois et le Parlement dans son ensemble ont intérêt à vite clore ce nouveau chapitre.

E. Dadzie

Diplomatie

Faure Gnassingbé attendu au débat annuel de Londres

Le président de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé participera à la conférence économique annuelle organisée par Invest Africa le 5 juin prochain à Londres.

Invest Africa est une plateforme commerciale qui encourage le commerce et les investissements en Afrique. Elle regroupe plus de 400 membres comprenant des multinationales, des sociétés de capital investissement, des investisseurs institutionnels, des institutions de financement du développement, des organisations de services professionnels, des organismes gouvernementaux et des entrepreneurs.

L'association organise une centaine d'événements par an

En 2018, Invest Africa a fusionné avec le Business Council for Africa, une organisation de promotion du commerce et du développement économique en Afrique, fondée en 1956.

La 5e édition du 'Débat annuel' de Londres abordera plusieurs thèmes dont l'investissement en Afrique en période d'incertitude mondiale, le développement industriel,

l'intégration régionale, l'avenir des marchés des capitaux en Afrique ou encore les enjeux technologiques.

L'invité d'honneur cette année est le président togolais Faure Gnassingbé. Il aura l'occasion de présenter les grands axes du Plan national de développement (PND), mais surtout de rencontrer les milieux d'affaires susceptibles de s'intéresser à cette stratégie qui repose à plus de 65% sur le secteur privé.

Autre orateur annoncé,



Faure Gnassingbé

l'économiste Carlos Lopes, conseiller principal du gouvernement pour le PND. Les autres intervenants sont, notamment, Abebe Aemro Selassie, directeur

du Département Afrique du FMI, et César Pérez Ruiz, chief investment officer de la Banque Pictet.

Source : www.republicoftogo.com

Lutte contre la corruption au Togo

Christian Trimua appelle les acteurs à ne pas rater l'étape de la pédagogie

Le gouvernement a depuis quelques mois entamé une croisade contre la corruption qui s'est au fil des années enracinée dans notre pays. Pour l'instant, nous sommes à l'étape de la pédagogie et le ministre des Droits de l'Homme et chargé des Relations avec les institutions de la République, Christian Trimua, souhaite que cette étape soit une réussite.

Créée le 28 juillet 2015, la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Haplucia) s'est premièrement assignée pour tâche de sensibiliser les différentes composantes de la société togolaise. C'est un préalable incontournable pour réussir la lutte contre ce fléau. Les fonctionnaires de l'Etat, les employés des régies financières, le secteur privé, la société civile, les organes de contrôle et de régulation, le secteur de la justice et même les journalistes qui sont les relais de cette lutte ont été sensibilisés. Il y a encore quelques

jours, les représentants des ministères et organismes étatiques à caractère éducatif, social et humanitaire ont été entretenus sur leur participation citoyenne à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées.

La séance a permis aux participants de suivre des exposés sur les conséquences de la corruption sur le système de santé, dans l'enseignement et dans le domaine du sport. Il leur a été présenté l'état des lieux de la corruption et la problématique de la répression des actes de corruption par le nouveau code pénal. Malgré tout, il faut que les hommes et

femmes qui animent ces institutions épousent cet idéal.

Dans le cas contraire, ce sera peine perdue. Mais quand viendra le temps de la répression, aucune excuse ne sera acceptée. C'est ce que leur a clairement dit le ministre Trimua. « Si nous ratons l'étape de la pédagogie et que nous ne changeons pas nos comportements, quand viendra le temps de la répression, le gouvernement sera implacable », a-t-il averti. Les plus hautes autorités sont incontestablement engagées dans une lutte sans merci pour permettre au Togo de disposer de toutes ses



Christian Trimua

ressources pour son développement. Comme le reconnaît monsieur Trimua : « la corruption est un facteur dissuasif pour les investisseurs étrangers, un frein au développement socio-économique et un obstacle à la démocratie et à la cohésion sociale ».

A l'heure du Plan national de développement (PND) où le pays a besoin d'attirer

les investissements extérieurs, les actes de corruption sont à combattre avec la dernière rigueur. Le président de la République en mettant en place la Haplucia a donné un signal fort. De plus, à son initiative, la déclaration des biens sera bientôt effective dans notre pays. La volonté politique transparait clairement.

Edem Dadzie

Situation confuse au Bénin**Tensions autour du domicile de Boni Yayi**

Au lendemain de la demande par l'opposition de l'arrêt du processus électoral, les forces de police sont déployées autour de la maison de l'ancien chef de l'État Boni Yayi, ce mercredi soir. Les versions divergent entre opposition et forces de sécurité sur les raisons de ce déploiement.

Que s'est-il passé cet après-midi devant le domicile de l'ancien président Boni Yayi dans le quartier Cadjehoun ? Selon ses partisans, sa maison a été encerclée par les forces de l'ordre. La population a rapidement fait barrage en allumant des feux de pneus et en jetant des pierres sur la police qui a répondu par des tirs de gaz lacrymogène.

Les proches de Boni Yayi affirment qu'il y a eu une volonté manifeste de l'arrêter.

Tigri Alassane, le 4e secrétaire général des Forces Cauris pour un Bénin Emergent était présent sur les lieux et joint par RFI cet après-midi raconte : « On a été alertés que la police républicaine avait encerclé le domicile du président

Yayi. La population ainsi que l'opposition sont venues le protéger. Jusqu'à ce moment-ci, ils sont en train de tirer des gaz lacrymogènes. Je peux vous dire que là où je suis, c'est difficilement que je suis en train de respirer et je suis au niveau du domicile du président. Et lorsqu'ils replient, ils vont se recharger en gaz lacrymogènes et ils tirent dans l'espoir de disperser la population et ils tirent toujours vers le domicile du président. Actuellement tous les jeunes qui sont là sont obligés de se protéger avec des mouchoirs, et vous pouvez encore entendre la présence des jeunes, de la population, et c'est ça qui les dissuade dans leur projets ».

Les autorités affirment qu'il n'y a jamais eu l'intention**d'arrêter l'ex-président**

Le directeur général de la police républicaine, général Nazaire Hounnonkpè, a déclaré à RFI qu'il n'y avait pas de projet d'arrestation de Boni Yayi : « Son domicile n'est pas encerclé et il n'y a aucune possibilité de l'arrêter. Nous sommes là pour préserver l'ordre. Les badauds ont pris la voie à hauteur de Cadjehoun, on a eu l'information. Des éléments sont descendus pour les disperser. Ça n'a rien à voir avec sa personne. On n'a jamais reçu quoi que ce soit comme instruction pour l'interpeller ».

« Quand il y a une menace, il faut vraiment mettre un dispositif. On ne veut pas l'arrêter et il n'y a aucun projet d'interpellation en ce qui le concerne. Comme ils ont commencé par lancer

**Martin Fayulu**

des cailloux aux agents, vous voyez, ils sont venus en renfort. Que l'opinion publique nationale et internationale sache qu'il n'y a aucun projet d'arrestation de l'ancien président Boni Yayi. Les voix les plus autorisées vont l'appeler pour le lui dire pour qu'il soit rassuré », affirme-t-il.

Le ministre de l'Intérieur a dit la même chose aux journalistes.

L'avocat de Boni Yayi dit ne pas y croire. Maître Renaud Agbodjo raconte que c'est vers 10h ce matin que son garde du corps et les voisins ont constaté une présence

policie autour du domicile de l'ancien président. Et il ajoute qu'il « s'agit d'une tentative d'enlèvement par surprise ».

Une résistance s'est aussitôt organisée pour protéger la rue qui donne accès à la résidence. Il y a eu jets de pierres, pneus enflammés, les policiers ont fait usage de grenades lacrymogènes et les pompiers sont arrivés pour éteindre les feux. Dès que l'alerte a été donnée, tous les leaders de l'opposition se sont rendus aux côtés de Boni Yayi. Le secteur reste quadrillé.

Source : www.rfi.fr/afrique

Côte d'Ivoire**Pourquoi Gbagbo ne rentre toujours pas ?**

Après l'épisode de l'incarcération de Laurent Gbagbo en passant par son procès qui a finalement connu un épilogue satisfaisant, la majorité des observateurs et des partisans croyaient à un retour qui allait rebattre les cartes politiques en Côte d'Ivoire mais depuis, silence radio. L'ex-président, accusé dans un premier temps de crimes contre l'humanité puis acquitté par la Cour Pénale Internationale (CPI) le 15 janvier dernier pour manque de preuves palpables, ne peut toujours pas rentrer dans son pays à l'approche de la présidentielle de 2020. Une situation qui laisse perplexes les pro-Gbagbo qui se demandent à quand le retour de leur homme fort ? Une question qui en introduit une autre ; qu'est-ce qui l'en empêche concrètement ?

Tout est parti du 11 avril 2011, date de l'arrestation du président Gbagbo, au pouvoir depuis 2000 et son ministre Charles Blé Goudé, tous deux poursuivis pour crimes contre l'humanité perpétrés lors des violences postélectorales ivoiriennes de 2010-2011, ayant occasionné plus de 3000 morts. Huit (08) ans après, les deux hommes sont libres mais contraints de vivre loin de leur pays.

L'affaire de la casse de la Bceao

Il y a toutes les raisons de croire que la justice ivoirienne attend de pied ferme le retour de Gbagbo pour lui passer de nouveaux menottes. « Nous espérons que Gbagbo se tiendra à carreau. Les Ivoiriens l'accueilleront et nous, nous le cueillerons » s'est moqué un proche d'Alassane Ouattara. Problème ? L'ex-président Laurent Gbagbo a refusé jadis de comparaître

devant le tribunal dans l'affaire du « pillage » de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) et a été condamné à 20 ans de prison, une page noire dans son histoire que n'a manqué de rappeler récemment Sansan Kambilé à l'issue d'un Conseil des ministres : « Concernant M. Laurent Gbagbo, depuis 2011, de nombreuses procédures ont été engagées contre plusieurs personnes. Le moment venu, s'il est en Côte d'Ivoire, la justice avisera ». Il va sans dire que l'homme a beaucoup de raisons de vivre loin des siens. Sur la question, le gouvernement en place se montre peu loquace : « Le fait qu'il rentre à Abidjan, la question lui appartient. Pour le reste, nous n'avons pas de commentaires », a insisté le porte-parole du gouvernement Sidi Touré.

Par ailleurs, Gbagbo qui a perdu en 2014 avec une grande amertume sa mère lorsqu'il était toujours en

prison, devra obtenir de nouveaux papiers d'identité, le délai des anciens papiers ayant déjà expiré, ce qui le rend tributaire du bon vouloir de l'Etat, celui-là même qui cherche à l'incarcérer.

Le compromis avec la CPI

Laurent Gbagbo est libre mais sous conditions. L'une d'entre elles est de séjourner dans un pays proche du siège de la CPI et signataire de l'accord de Rome : « Il faut identifier un Etat qui sera prêt à respecter les conditions établies par les juges », a expliqué Fadi el Abdallah, le porte-parole de la Cour. Ce qui explique son séjour actuel en Belgique, pays dans lequel se trouvent sa seconde épouse, Nady Bamba et son fils David Al Raïs. Un accord absurde selon Guy Laberit, un des plus proches amis de Gbagbo, qui ne comprend tout simplement pas « qu'on puisse imposer des conditions à une libération,

**Laurent Gbagbo**

alors que la personne a été acquittée ». Ce qui amène à envisager une stratégie vicieuse l'empêchant de se présenter à la prochaine présidentielle.

Les représailles

Tout porte à croire que les dommages causés à la population sont loin d'être oubliés. Les victimes de 2011 ont par ailleurs accueilli cette libération avec une grande tristesse, la jugeant d'injuste et d'irresponsable. Alassane Ouattara a dans la foulée appelé à « s'abstenir de tout acte de représailles (...) ». Je vous invite au calme et à la retenue », a-t-il conclu. Face aux cœurs meurtris de ces principaux rescapés et des personnes qui ont perdu leurs proches, on se demande si ces derniers ne voudraient pas prendre leur revanche sur l'ex-président et sa famille, ce qui laisserait

place à une immense chasse aux sorcières qui occasionnerait beaucoup de blessés, voire des morts.

Autant d'éléments qui constituent de barricades entre Laurent Gbagbo et la frontière de son pays la Côte d'Ivoire. Si longtemps, il a toujours clamé son innocence et désigné la France d'avoir tiré les ficelles depuis le début, ce qui ne serait pas une première en Afrique, le natif de Gagnoa est libre depuis janvier et peut désormais passer du temps avec sa famille. Même si les conditions actuelles forcent son retrait de l'arène politique, il serait préjudiciable de ne pas l'accepter sagement et profiter d'une bonne retraite, il y a plus important que la politique peut-on se permettre de dire.

Augustin AKEY (Stagiaire)

Economie numérique**Selon Germain Meba, les opérateurs économiques ont besoin d'une connexion « fluide »**

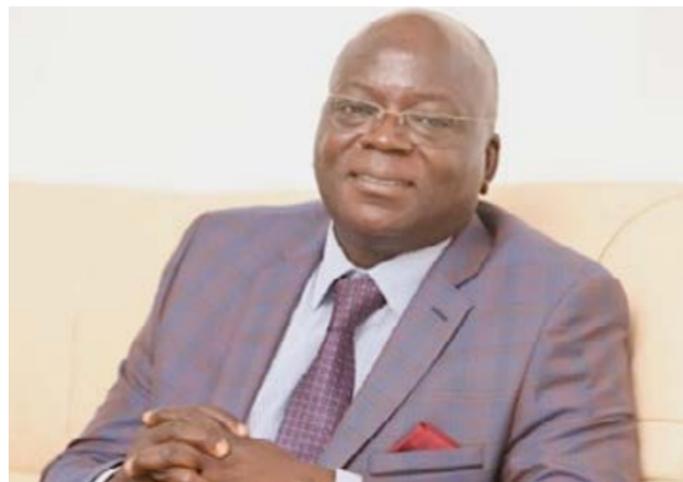
A la réunion de concertation entre l'Etat et le secteur privé, le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) est revenu sur l'état de la connexion internet au Togo. Pour Germain Meba, des efforts restent à faire pour rendre « fluide » cet outil pour les opérateurs économiques.

L'argent c'est le nerf de la guerre. Pour le président de la CCIT Germain Meba, internet est le nerf de la guerre pour l'opérateur économique. De nos jours, il est difficile de faire des affaires sans internet. Cet outil est d'autant plus important pour l'opérateur économique que sa mauvaise qualité peut avoir des répercussions sur son business. Pour le patron de la CCIT, malgré les efforts du gouvernement pour

permettre aux populations d'avoir accès à internet, sa qualité est à revoir. « Sans internet fluide, on ne peut rien faire et sur toute l'étendue du territoire, on voit qu'il y a des efforts mais il reste encore à faire, sérieusement, ce volet nous intéresse parce que c'est le nerf de la guerre de l'opérateur économique actuellement » a indiqué M. Meba.

Internet permet de connecter les opérateurs économiques togolais

au reste du monde. Le président de la CCIT évoque l'accès à internet haut débit pour permettre au secteur privé d'être à la pointe des technologies et de réaliser ses activités dans de bonnes conditions. « Quand on a une connexion internet fluide, on est capable de joindre tout le monde, on est capable lorsqu'on voyage de pouvoir satisfaire les demandes et être en contact avec nos collaborateurs. Ce n'est pas la peine même de parler de



Germain Meba, président de la CCIT

4G, mais ramenez nous vers la 3G fluide et ce sera plus intéressant », a précisé Germain Meba.

Le Togo a entrepris des projets pour améliorer la connexion internet. Parmi ces initiatives on peut citer le Carrier Hotel dont la première pierre a été posée le 3 décembre 2018. L'ouvrage rentre dans le cadre du Projet régional ouest africain

de développement des infrastructures de communication (Warcip). Il permettra d'améliorer la connectivité et de réduire les coûts des communications et d'hébergement au Togo. Ainsi, une capacité de bande passante internationale suffisante sera disponible et accessible à moindre coût au public.

Félix Tagba

Financement du PND**Membres du gouvernement et du secteur privé ont échangé**

Une réunion s'est tenue mardi 30 avril à la primature entre les membres du comité de concertation entre l'Etat et le secteur privé. La rencontre présidée par le Premier ministre Selom Klassou a réuni ministres, acteurs du secteur privé et d'autres personnalités. Parmi les sujets de discussion, le Plan national de développement (PND).



Les participants à la réunion

Le Togo est sur la voie pour la mise en œuvre de son Plan national de développement. Ce qui doit conduire le pays à la transformation structurelle de son économie, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois et induisant l'amélioration du bien-être social à l'horizon 2022. Pour y arriver, le secteur privé est beaucoup sollicité. Pour le financement du PND,

les autorités togolaises attendent de ce secteur une participation de 65%. Des rencontres pour attirer l'attention du secteur privé sur le rôle important qu'il doit jouer en vue de la réalisation du PND se multiplient. Le sujet a également été au cœur de la réunion trimestrielle du comité de concertation entre l'Etat et le secteur privé.

Sans doute le gouvernement fait des efforts pour améliorer le

climat des affaires pour permettre au secteur privé de mener ses activités sur le territoire togolais dans de bonnes conditions et d'atteindre ses objectifs. Ces efforts pour faciliter le climat des affaires au Togo ont été reconnus sur le plan national comme international. Le pays s'est engagé à mener d'autres réformes pour faciliter l'environnement des affaires.

La réunion du comité de concertation entre l'Etat et le secteur privé vise entre autres à trouver des stratégies idoines pour le financement public et privé du Plan national de développement. La réalisation des principaux axes de ce Plan va à la fois dans l'intérêt de l'Etat et du secteur privé. Vu l'enjeu que présente le PND, ce secteur a réitéré son engagement à accompagner le Togo pour la réussite du projet. Le gouvernement a également invité le secteur privé à prendre part au Forum économique Togo-UE qui se tient du 13 au 14 juin à Lomé.

Félix T.

Dette publique**Togo, seul pays qui respecte les critères de convergence de l'Uemoa**

Selon le ministre de l'Economie et des Finances, le Togo est actuellement le seul pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) qui respecte les critères de convergence de l'Union.



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

Le ministre de l'Economie et des Finances Sani Yaya a rappelé mardi 30 avril les efforts du Togo pour réduire sa dette publique. Selon M. Yaya, le Togo est le seul pays de l'Uemoa qui respecte actuellement les 5 critères de convergence de l'Uemoa. « Nous sommes aussi le seul pays à respecter le déficit budgétaire qui doit être contenu dans la limite de 3% du PIB. Les autres pays n'arrivent pas encore à respecter cela », a indiqué Sani Yaya. Fin mars, le taux d'endettement du pays est passé à 67,3%, en dessous de la norme communautaire de l'Uemoa qui est de 70%.

On note la reprise de l'économie togolaise. Le pays connaît aussi une stabilité du cadre macroéconomique, la maîtrise de l'inflation à moins de 2%, la réduction du déficit budgétaire et la révision à la hausse du taux de croissance à 4,9% en 2018.

Il faut rappeler que le programme pluriannuel de convergence du Togo (2019-2023) se fonde sur les orientations du Plan national de développement (PND). Durant ce programme, le gouvernement veut améliorer la gestion des finances publiques et maîtriser l'endettement public. Des réformes seront poursuivies pour l'amélioration du climat des affaires et favoriser l'investissement privé. Le programme pluriannuel vise à consolider et à améliorer les résultats obtenus sur le plan macroéconomique et en matière de réformes structurelles.

F.T.

Liberté de la presse

Véritables enjeux et le cas du Togo

Dans son classement 2019 publié le 17 avril, Reporters sans frontières (RSF) tire la sonnette d'alarme par rapport à l'opinion publique sur la haine croissante envers les journalistes et les médias. L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé, le 3 mai, la Journée mondiale de la presse pour sensibiliser à l'importance de la liberté de la presse et rappeler aux gouvernements leur obligation de respecter et faire respecter le droit à la liberté d'expression consacré par l'article 19 de la déclaration universelle des droits de l'homme. A cette occasion, le Prix mondial de la liberté de la presse est aussi remis. Le Togo dans le lot, enregistre-t-il une amélioration en matière de liberté de presse?



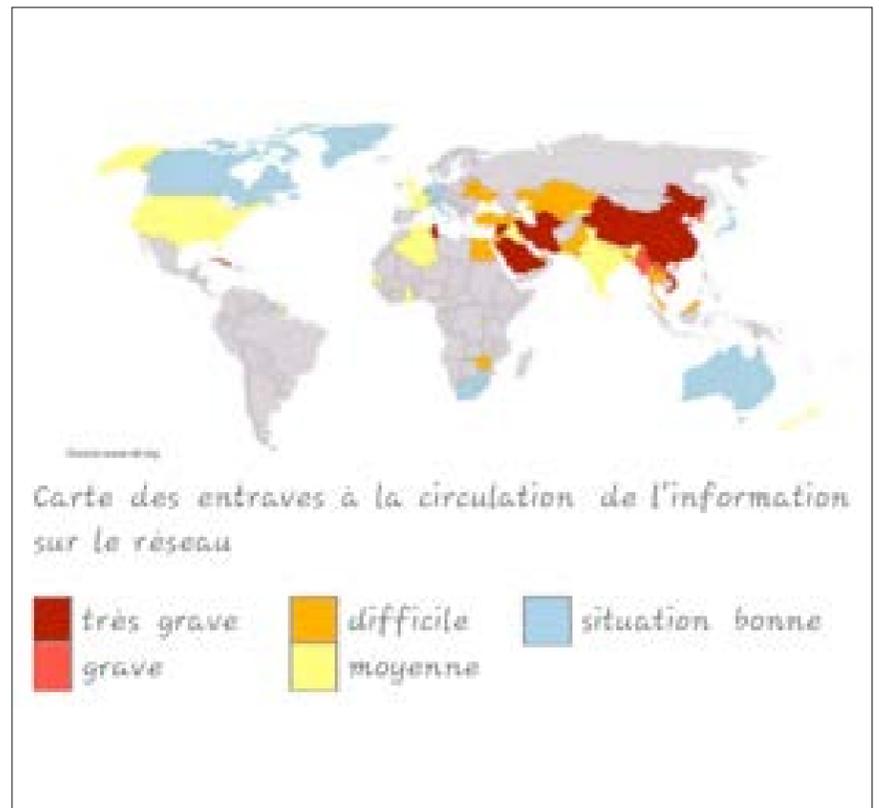
La liberté de la presse est de plus en plus remise en cause un peu partout sur la planète, comme le montre l'édition 2019 du classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF). « Les modèles démocratiques sont en grand danger. Enrayer cette mécanique de la peur est une urgence absolue pour les femmes et les hommes de bonne volonté, attachés aux libertés acquises au long de l'histoire », avertit Christophe Deloire, secrétaire général de RSF. Depuis plus de 25 ans, les Nations unies ont fait du 3 mai la Journée mondiale de la liberté de la presse, avec ce thème en 2019: « Médias pour la démocratie: le journalisme et les élections en période de désinformation ». Le 3 mai représente une journée pour tracer un portrait de la liberté de

presse dans le monde, défendre l'indépendance des médias face au processus politique et au système judiciaire, se souvenir des journalistes censurés, emprisonnés ou assassinés et rendre hommage à ceux décédés au travail, sensibiliser à l'importance du journalisme indépendant et protéger l'accès à l'information et à la liberté d'expression. Comme le stipule l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la liberté d'expression est un droit humain fondamental: « tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».

La responsabilité du pouvoir public pour l'instauration d'une liberté de presse effective

Pour devenir une réalité, la liberté d'expression nécessite un environnement juridique et

réglementaire propice à l'essor d'un secteur des médias pluraliste et ouvert. Ce secteur doit être soutenu



par le pouvoir politique et protégé par un État de droit. Il faut que la loi garantisse l'accès à l'information, notamment dans le domaine public. Enfin, les consommateurs de l'information doivent disposer des compétences nécessaires pour analyser de manière critique l'information qu'ils reçoivent et en faire la synthèse afin de s'en servir dans leur vie quotidienne et responsabiliser les médias. Tous ces éléments, sans oublier le respect par les professionnels des médias des normes éthiques et professionnelles élevées, forment l'infrastructure fondamentale pour l'existence de la liberté d'expression. Dans un tel contexte, les médias ont un rôle de gardien, la société civile établit des relations avec les autorités et les décideurs, l'information circule dans les communautés et entre les communautés. C'est l'information qui alimente cette locomotive. L'accès à l'information est par conséquent crucial. Les lois sur la liberté de l'information, qui autorisent l'accès à l'information publique, sont essentielles. Mais les moyens d'accès à l'information, que ce soit les technologies de l'information et de la communication (TIC), ou simplement le partage de documents, le sont tout autant. C'est lorsqu'ils servent de miroir à la société que les médias pluralistes et ouverts sont le plus indispensables. Avoir la possibilité de se voir tel que l'on est permet de définir les objectifs de la communauté et de redresser la barre quand la société ou ses

dirigeants ont rompu leurs liens ou se sont fourvoyés. Ce rôle incombe toujours davantage au secteur des petits médias communautaires. En effet, les médias privés sont soumis à des impératifs financiers qui leur font oublier ces principes fondamentaux et les poussent à rechercher des créneaux rentables sans se soucier des besoins des populations minoritaires ou marginalisées. Garantir la liberté des médias dans le monde entier est une priorité. Des médias indépendants, libres et pluralistes sont le pivot de la bonne gouvernance dans les jeunes démocraties comme dans les plus anciennes. Des médias libres sont des garants de la transparence, la responsabilisation et l'État de droit. Ils favorisent la participation au débat public et politique, ils contribuent à lutter contre la pauvreté. Un secteur des médias indépendant tire son pouvoir de la communauté qu'il sert et confère en retour à cette même communauté le pouvoir d'être un partenaire à part entière dans le processus démocratique. La liberté de l'information et la liberté d'expression sont les principes fondateurs d'un débat ouvert et informé. Les nouvelles technologies vont continuer à évoluer et permettre aux citoyens de participer à la construction de leur environnement médiatique et d'accéder à une pluralité de sources.

Source: www.un.org › pressfreedomday

Entre politique et démocratie, les médias jouent leur rôle

Cette année, la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai, est placée sous le thème du rôle des médias dans les élections et la démocratie. Il ne peut y avoir de démocratie sans liberté de la presse. La mission des médias est de garantir l'accès à une information gratuite, pluraliste, et indépendante du pouvoir politique ou économique, surtout en période électorale où les enjeux sont cruciaux. Et pourtant, aujourd'hui, la confiance du public

dans le discours médiatique s'érode dangereusement. Les médias sont confrontés à une série de défis qui pourraient, à terme, compromettre leur rôle de pilier de la démocratie, tels que la désinformation, la manipulation des réseaux sociaux, la concentration croissante de la propriété des médias, les coupures d'Internet voire l'emprisonnement de journalistes et la violence contre des professionnels des médias dans les régimes les plus autocratiques.

Liberté de la presse: le Togo en progression



Sur 180 pays, le Togo gagne 10 places et occupe la 76ème au classement mondial de la liberté de la presse 2019, rendu public hier. Un record depuis 2014. Le pays a amélioré son score de 0,54 points, suffisant pour un bond de 10 places. « La dépenalisation des délits de presse est acquise depuis 2004 et les organisations professionnelles de journalistes disposent d'une importante capacité de mobilisation pour défendre la presse lorsque cette dernière est attaquée. », se satisfait Reporters sans frontières (RSF). Rappelant les épisodes au milieu de l'année 2017, marqués par de grandes manifestations socio-politiques et les réponses des autorités qui ont suivi (black-out d'internet), l'ONG affirme que « la situation s'est quelque peu apaisée et le nombre d'exactions contre les journalistes est en forte baisse ». En 2019, le Togo n'a enregistré ni de journalistes tués, ni de journalistes emprisonnés, selon le baromètre de RSF.

Toutefois, l'étude met en surbrillance la forte exposition de l'environnement médiatique au contexte politique alors que les élections locales (2019) et présidentielle (2020) s'annoncent avec éventuellement des remous. Est également pointée du doigt, l'inefficacité des médias d'Etat « à fournir une véritable information de service public » dans « un paysage médiatique foisonnant » qui regroupe officiellement 171 titres, 74 radios et 10 chaînes de télévision. Le salut par la professionnalisation. « La professionnalisation du secteur, la protection des sources et des journalistes, notamment lors des manifestations et l'accès à des ressources financières plus importantes pour assurer la viabilité économique des médias constituent les principaux enjeux du futur code de la presse actuellement à l'étude ». Une lueur d'espoir et perçue comme telle par RSF. Globalement, remarque l'ONG, la liberté de la presse a continué à se dégrader dans de

nombreux pays et les zones "sûres" pour les journalistes se raréfient. Seulement 24% des 180 pays et territoires affichent une situation "bonne" ou "plutôt bonne" pour la liberté de la presse, contre 26% en

2018. Le Togo se maintient dans le lot des pays à problèmes sensibles, un cran en dessous des pays où la situation est "plutôt bonne".

Source: www.togofirst.com

Les rapports de la RSF pour interpeller sur les enjeux de la liberté de la presse



RSF publie chaque année un rapport sur l'état de la liberté de la presse dans le monde pour lequel elle a forgé la notion de prédateurs de liberté de la presse pour les chefs d'Etat, chefs de guerre et dictateurs, qui privent les journalistes de la liberté nécessaire à leur travail. Et qui, non seulement ne les protègent pas, mais les maltraitent, les persécutent, jusqu'à l'assassinat. Ce rapport, très médiatisé à chaque sortie, se fonde sur plusieurs points pour évaluer la réelle liberté de la presse. Cela va des atteintes aux journalistes, en passant par les lois entravant ou limitant la liberté de la presse.

D'autre part, le classement annuel des pays sur la liberté de la presse prend en compte dans sa notation (à la base du classement), non seulement l'action et les règlements imposés à la presse par les autorités officielles du pays, mais aussi les moyens légaux et judiciaires pris pour défendre la liberté de la presse et punir dans des conditions équitables ceux qui y portent atteinte. Le classement des États en matière de liberté de presse prend aussi en compte les conditions locales d'exercice de la liberté de la presse. Cette liberté peut être limitée par des éléments parmi lesquels les pressions subies par les journalistes dans leurs fonctions dans ce pays, que ce soit officieusement par des représentants de l'autorité

légal (qui disposent parfois d'une liberté complète et de la protection de leur hiérarchie), ou par les résidents de ce pays ou par des groupes insurgés ou criminels (les enlèvements crapuleux ou politiques par exemple). On peut également parler d'interdictions faites aux journalistes d'accéder ou d'exercer dans certaines zones soumises au secret, ou de limitations excessives dans le temps permettant le libre accès des journalistes et le recueil des témoignages, ou d'absence officielle de protection de la presse dans certaines zones publiques de non-droit où vivent pourtant des résidents du pays, ou de la sélection excessive et non représentative des journalistes en droit d'exercer dans ce pays, ou de l'imposition de taxes et contributions obligatoires etc.

Enfin, RSF note les conditions de liberté d'accès aux informations par les résidents de ce pays, qui peuvent être entravées par la falsification, la censure, le brouillage ou le blocage technique des sources d'informations, y compris leurs moyens de diffusion et supports (par exemple l'interception du courrier et de la presse étrangère, la confiscation ou la destruction des supports d'information, le filtrage du téléphone et des télécopies, et le filtrage sur Internet).

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

Pharmacies de garde de Lomé du 29 / 04 / au 06 / 5 / 2019

CENTRE	face SGGG	22 21 83 30
St RAPHAEL	Atikpodji	22 21 84 26
KPEHENOU	Bd. H. BOIGNY	22 21 32 24
DES APÔTRES	Akodessewa	22 27 11 98
OCAM	Rue de l'ENTENTE	22 21 62 05
KODJOVIAKOPE	Av. Duisbourg	22 21 89 90
PATIENCE	Tokoin Gbadago	22 21 60 94
CAMPUS	Adewi	22 21 56 32
JUSTINE	Tokoin Habitat	22 21 00 01
St PAUL	Bd. Jean Paul II	22 22 46 72
FOREVER	Tokoin Forever	22 26 11 77
FRATERNITE	Hedzranawé	22 26 81 55
APOTHEKA	Kegué	22 61 57 57
KLOKPE	Togo 2000	96 80 10 03
PHARMACIE 2000	BE KPOTA	22 70 01 69
CHRIST ROI	Kagomé	22 27 46 66
CITE	Bd. du 30 Août	22 25 01 25
BESDA	Aménopé	22 51 05 29
EPIPHANIA	ADIDOGOME	70 40 10 52
CONSEIL	Sagbado Logote	70 21 56 53
ENOULI	Agbalepedogan	22 25 90 68
Notre Dame de	LOURDES	22 55 19 64
DJIDJOLE	DJIDJOLE	22 25 65 12
OSSAN	AVEDJI	70 40 44 25
DES ROSES	Vakpossito	70 42 37 72
SATIS	Agoè-Logopé	70 44 85 17
St ESPRIT	Agoè-Nyivé	70 40 29 06
St MICHEL	Agoè Brasserie	22 51 70 22
EXCELLENCE	Agoe Demakpoe	22 51 77 87
LE DESTIN	Baguida	70 41 15 41
La FLAMME D'AMOUR	Agodeke	70 45 70 14

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigeria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HOTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél: 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
 RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ
 (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscais), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél: 22 40 04 99

Pensée du jour

Être Jeune C'est Savoir Se Battre Et Non Se Laisser Abattre. Comme Le Disait Bill Gates: "Si Tu Es Né Pauvre, Ce N'est Pas De Ta Faute, Mais Si Tu Meurs Pauvre C'est Ta Faute". Thomas Sankara a Dit: "Honte à Celui Qui Ne Fait Pas Mieux Que Son Père ou Sa Mère..." et WILSON CHURCHILL: <<Il y a qu'une seule Réponse à l'échec C'est La Victoire>>. Servons Nous De Ces Paroles Pour Réaliser Nos Rêves.

Apprenez trois choses à vos enfants: l'audace, Dieu et l'ambition. Comme ça ils réussiront dans la vie.

L'audace vous rend exceptionnel, remarquable et vous aide à être celui que vous voulez.

Dieu vous apprend à être patient, à aimer et à être bon.

L'ambition vous apprend à désirer et à conquérir le monde.

Commentez la photo ci-dessous



Réflexion

Soyons humble, car nous ne serons pas frais éternellement

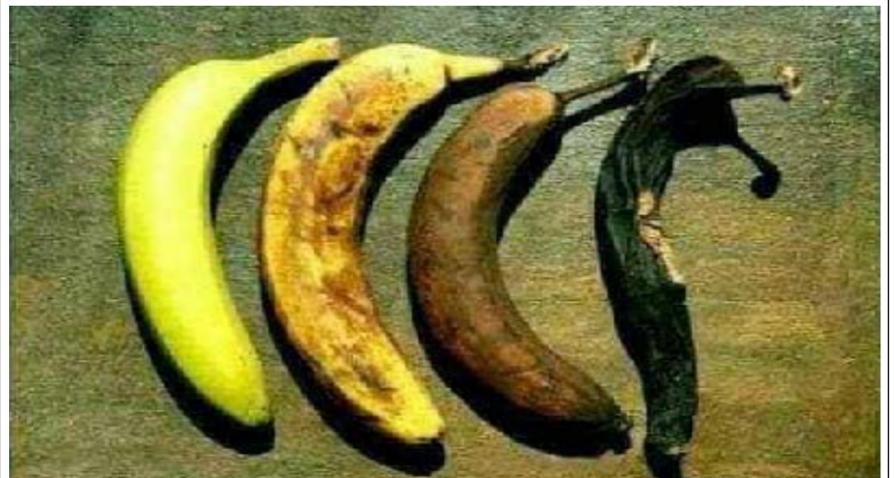


Photo du jour



Quels conseils donnez-vous à ce couple?

Mode

Nadiaka veut habiller toute l'Afrique

A l'occasion de la célébration de ses 15 ans de carrière, la styliste togolaise Nadia Karimu-Yessoufou, propriétaire de la marque Nadiaka, a organisé un grand défilé dans la capitale. Placée sous le signe de la « Splendeur », au cours de cette célébration, la créatrice a mis en valeur des pagnes traditionnels comme le batik ou encore le Kenté. Dans une interview à nos confrères Afrobuzz Lomé, la Togolaise dévoile le pourquoi surtout du choix des pagnes tissés.

En effet, sur le beau chemin du développement de l'Afrique parfumé de quelques épines, les artisans se donnent d'arrache-pied pour doter ainsi l'Afrique de divers produits. Pour la Styliste Nadiaka, il faut pour l'émergence de l'Afrique consommer ce que les artisans produisent. « Les pagnes tissés, les pagnes Batik sont des matières africaines et nous avons tenu à valoriser ces

productions », précise Nadiaka. Et ajoute-t-elle : « C'est quand nous créateurs, nous arrivons à mettre en valeur ces matières qu'eux aussi peuvent avoir une forte demande et en vivre ».

Par ailleurs, la créatrice Nadia Karimu-Yessoufou a dressé un bilan positif de ses 15 ans de carrière. Pour elle, la célébration des 15 ans signifie que beaucoup de chemins ont été parcourus et que beaucoup

de réalisations sont faites. « Nous sommes satisfaites, nous sommes contents de l'adhésion que les gens ont faite pour la marque, de la reconnaissance et de l'affirmation de la mode africaine », a martelé Nadia Karimu-Yessoufou.

Quant à cette célébration de ses 15 ans de carrière, la styliste dit qu'il a fallu placer cet événement sous le signe de la « Splendeur », car nous ne réalisons pas parfois toutes les richesses



Nadia Karimu-Yessoufou

que nous avons en Afrique. Nadiaka a également débatté ses projets. La styliste incontournable compte miser sur des représentations à l'international. « Nous voulons installer des

boutiques Nadiaka dans la sous-région. L'objectif de la marque c'est d'habiller l'Afrique. Il faut commencer par poser nos pas dans les autres pays aussi », a-t-elle dévoilé.

N.E.

Festival de Cannes

« Atlantique » de Mati Diop en lice pour la palme d'or

Prévu du 14 au 25 mai prochain, le Festival de Cannes se prépare activement, et les choses se précisent. La sélection officielle pour la palme d'or a été révélée. Au total, dix-neuf longs métrages sont sélectionnés. La compétition promet d'être rude entre des réalisateurs venus des quatre coins du monde. Parmi les productions retenues, figure le film « Atlantique » de la Franco-Sénégalaise Mati Diop.

L'actrice et réalisatrice Mati Diop serait la seule africaine qui foulera le tapis rouge du festival de Cannes 2019, pour présenter son long métrage « Atlantique ». Produit par les « Films du bal », « Cinekap », « Frakas production », le film « Atlantique » évoque les migrations subsahariennes et le désœuvrement de la jeunesse africaine.

Ce premier long métrage de la réalisatrice sénégalaise Diop parle

de l'économie, de la politique, en passant par l'immigration pour atterrir à l'amour entre Ada et Souleymane et Issa. Bref, « Atlantique » raconte le quotidien de l'Afrique pour embrasser l'universel.

Par ailleurs, « Atlantique » est tourné à plusieurs endroits au Sénégal en wolof et en français. D'une durée de 100 minutes soit 1h 40, le film a été tourné de mars en mai 2018 à Dakar au Sénégal. Mati Diop avait déjà réalisé plusieurs

courts métrages à succès notamment « Mille Soleils », récompensé par le Grand Prix du Festival international du film documentaire de Marseille. En outre, le film « 35 rhums » fut nommé en 2010 pour le Prix Lumières du meilleur espoir féminin.

Fille du musicien Wasis Diop, Mati Diop est actrice et réalisatrice. Elle a joué dans une dizaine de films tels que « Le garde du corps » de Lucrezia Lippi ou encore « Sleepwalkers



Mati Diop

» de Thierry de Peretti.

Le Festival de Cannes qui est à sa 72ème édition, est un festival de cinéma international se déroulant

chaque année à Cannes (Alpes-Maritimes, France) durant douze jours. Il a été fondé en septembre 1946.

Nadia Edodji

Lire

« Les Misérables » de Victor Hugo. Ed Beq, Collection À tous les vents. Pp 66-69

« ...L'empereur alors, méditant la péripétie terrible, promena une dernière fois sa lunette sur tous les points du champ de bataille. Sa garde, l'arme au pied derrière lui, l'observait d'en bas avec une sorte de religion. Il songeait ; il examinait les versants, notait les pentes, scrutait le bouquet d'arbres, le carré de seigles, le sentier

; il semblait compter chaque buisson. Il regarda avec quelque fixité les barricades anglaises des deux chaussées, deux larges abatis d'arbres, celle de la chaussée de Genappe au-dessus de la Haie-Sainte, armée de deux canons, les seuls de toute l'artillerie anglaise qui visent le fond du champ de bataille, et celle de la chaussée de Nivelles où étincelaient les baïonnettes hollandaises de la brigade Chassé. Il remarqua près de cette barricade la vieille chapelle de Saint-Nicolas peinte en blanc qui est à l'angle de

la traverse vers Braine-l'Alleud. Il se pencha et parla à demi-voix au guide Lacoste. Le guide fit un signe de tête négatif, probablement perfide.

L'empereur se redressa et se recueillit. Wellington avait reculé. Il ne restait plus qu'à achever ce recul par un écrasement. Napoléon, se retournant brusquement, expédia une estafette à franc étrier à Paris pour y annoncer que la bataille était gagnée. Napoléon était un de ces génies d'où sort le tonnerre. Il venait de trouver son coup de foudre. Il donna

l'ordre aux cuirassiers de Milhaud d'enlever le plateau de Mont-Saint-Jean. Ils étaient trois mille cinq cents. Ils faisaient un front d'un quart de lieue. C'étaient des hommes géants sur des chevaux colosses. Ils étaient vingt-six escadrons ; et ils avaient derrière eux, pour les appuyer, la division de Lefebvre-Desnouettes, les cent six gendarmes d'élite, les chasseurs de la garde, onze cent quatre-vingt-dix-sept hommes, et les lanciers de la garde, huit cent quatre-vingts lances. Ils portaient le casque sans crins et la

cuirasse de fer battu, avec les pistolets d'arçon dans les fontes et le long sabre-épée. Le matin toute l'armée les avait admirés quand, à neuf heures, les clairons sonnèrent, toutes les musiques chantant « Veillons au salut de l'empire », ils étaient venus, colonne épaisse, une de leurs batteries à leur flanc, l'autre à leur centre, se déployer sur deux rangs entre la chaussée de Genappe et Frischemont, et prendre leur place de bataille dans cette puissante deuxième ligne... »

Eau glacée Plaisir éphémère, danger réel

Jusqu'à hier encore le thermomètre affichait des records dans notre pays. Naturellement, beaucoup de personnes s'adonnent à l'eau glacée. Toutefois, des connaissances asiatiques millénaires déconseillent cette manière de s'hydrater. L'eau fraîche en période de chaleur aurait des effets néfastes sur le système digestif.

Selon les principes de la médecine traditionnelle chinoise, boire de l'eau glacée surtout en période de forte chaleur comporte des risques non négligeables pour la santé. Cette médecine recommande la consommation de l'eau chaude, bénéfique pour l'organisme. La température normale du corps humain est de 37°C.

Une fois donc de l'eau froide consommée, l'organisme dépense beaucoup

d'énergies pour permettre au corps de retrouver sa température normale. Cette température nécessaire pour bien digérer les aliments, change après la consommation de l'eau fraîche. Ainsi, l'organisme humain considère l'eau froide comme une agression.

Une fois en contact avec l'eau glacée, l'organisme cherche à s'en débarrasser plus tôt que prévu. Ce rejet prématuré constitue une réelle perte en

vitamine. Des systèmes de santé historique comme celui des Chinois et des Indiens ont depuis toujours recommandé la consommation de l'eau chaude pour des raisons de santé.

De nos jours, des scientifiques et des chercheurs soutiennent cette théorie. Dr Susan E. Brown, anthropologue de la santé et nutritionniste certifiée du Colorado State University, a déclaré : « boire de l'eau froide avec un



Une femme buvant de l'eau fraîche

repas peut avoir des effets néfastes sur le processus digestif ».

L'eau froide a donc des conséquences sur l'organisme y compris l'estomac et l'ensemble du tube digestif. A défaut de le recommandent certaines instructions médicales

traditionnelles comme l'Ayurvèda, « science de la vie », en Sanskrit (langue indienne), il est possible de consommer de l'eau tiède. L'important est d'éviter le plus possible l'eau glacée.

Edem D.

Source : Journal scientifique et technique du Mali (JSTM)

Santé préventive

Les parties du corps où les mains ne doivent pas traîner

Nos mains sont recouvertes de germes. Quand nous les posons sur certaines parties de notre corps, ces germes se propagent et, dans certains cas, se déplacent sur le corps d'autres personnes. Voici les parties du corps à ne pas toucher très souvent afin de protéger votre santé et celle de vos proches.

Le visage

Reposer le visage dans ses mains est une habitude très courante. Mais, à moins de vous laver le visage ou d'appliquer une crème hydratante, évitez tout contact entre vos mains et votre visage. En effet, les mains contiennent des huiles et des germes qui peuvent boucher les pores de la peau et provoquer des poussées d'acnés. Et si vous développez des boutons, assurez-vous de ne pas les toucher non plus, au risque d'aggraver la situation.

Les yeux

Les yeux sont extrêmement sensibles. Non seulement les toucher peut introduire des germes, mais vous courez aussi le risque d'introduire accidentellement des microparticules de saleté.

Résultat, on enregistre une irritation, voire des égratignures au niveau de la cornée. Si vos yeux vous démangent, optez pour des gouttes et lavez-vous les mains avant de les appliquer. Résistez à l'envie de vous frotter les yeux. Cela peut causer plus de rides et de cernes avec le temps.

Les oreilles

L'intérieur des oreilles est délicat et très sensible. C'est pourquoi il convient de résister à l'envie de gratter en profondeur pour les nettoyer. La peau qui tapisse le conduit auditif est très fine et sujette aux microlésions. En cas de bouchon ou de douleur, consultez un spécialiste.

Le nez

L'intérieur du nez contient son propre équilibre de bactéries. En y mettant les doigts,

vous risquez d'introduire d'autres types de bactéries qui peuvent causer des infections. De plus, les doigts vont ramasser des bactéries du nez et les disperser, ce qui est particulièrement problématique pendant la saison des rhumes et des grippe.

La bouche

La bouche d'une personne moyenne accueille environ 34 à 72 souches de bactéries différentes. La plupart d'entre elles sont inoffensives. Mais l'ajout de germes supplémentaires provenant de vos mains peut perturber cet équilibre. Et si vous êtes déjà malade, le fait de vous toucher la bouche peut aider à transférer les germes à d'autres personnes avec qui vous entrez en contact.

Le nombril



Se frotter les yeux est une mauvaise habitude

Saviez-vous que le nombril est la partie la plus sale du corps ? À cause de sa difficulté d'accès, il reste sale même après la douche. A moins d'y mettre le doigt pour le nettoyer avec de l'eau chaude et du savon, évitez de toucher à votre nombril.

Les ongles

Sous les ongles des doigts et des orteils se niche une quantité incroyable de saleté et de bactéries. Même un

bon lavage des mains ne permet pas d'éradiquer complètement ces germes. C'est pourquoi les médecins et les infirmiers portent des gants. En prenant l'habitude de creuser sous vos ongles pour enlever la saleté, vous risquez simplement de mettre en danger votre santé et celle de vos proches.

Edem Dadzie

Source : Santé-magazine

Couple

Retrouver une sexualité épanouie après l'accouchement

L'accouchement est un bouleversement pour la jeune mère. Son corps est meurtri par la fatigue et elle est concentrée sur son bébé. Comment donc dans ce cas pourrait-elle avoir envie de pratiquer le sexe ?

Il est clair qu'après l'accouchement, le retour à la sexualité se fera progressivement. Cela demande de la patience. La jeune maman doit redécouvrir son corps avant de rétablir une intimité avec son partenaire. Il faut compter au moins six semaines pour que l'utérus se remette en place correctement et qu'il n'y ait

plus de perte de sang.

Mais la reprise effective dépend de la situation de chaque couple. Le bébé occupe naturellement une place importante, mais les partenaires peuvent se trouver des moments d'intimité. Par exemple après le biberon et lorsqu'on est sûr qu'il s'endort pour quelques heures. Réservez-vous du temps pour

discuter, manger, prendre un bain etc... ensemble.

Si vous avez l'impression que le désir est en panne, n'hésitez pas à consulter un spécialiste (sexologue ou sexothérapeute). Peut-être aussi qu'il vous faut retourner aux habitudes de sensualité comme s'embrasser, s'enlacer, se faire des compliments, se dire des mots tendres etc...



En même temps, la femme doit être prudente, parce que le retour des couches se fait trois à quatre semaines après l'accouchement. Elle peut tout à fait retomber

enceinte pendant cette période. Adoptez donc une bonne méthode de contraception. Consultez votre gynécologue.

E. Dadzie

Source : Santé magazine

1er mai et revendications sociales L'autorité anticipe

Hier était le 1er mai et au-delà du caractère festif que beaucoup donnent à cette date, c'est l'occasion pour les travailleurs de tout secteur d'activité de réfléchir à leurs conditions de vie et de travail et aux solutions qu'il faut apporter pour les améliorer.

Au Togo, même si le caractère festif est perceptible à plusieurs niveaux, notamment dans le secteur public, le secteur privé, le secteur informel, la société civile, ces dernières années, la tendance est plutôt aux revendications sociales. Avec l'émergence de nouveaux syndicats plus virulents aux côtés des traditionnels, le 1er doit être redouté par les patrons qui ne savent pas à quelle sauce ils seront mangés, même si ce sont les employés qui sont tout le temps mangés de différentes manières. Pour respecter la tradition, les travailleurs du secteur



Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique

public se sont retrouvés face aux membres du gouvernement pour exposer leur cahier de doléance. L'autorité sachant ce qui l'attend surtout dans un contexte de forte demande sociale,

a anticipé les événements en marquant largement les pas à quelques jours du 1er mai. Dans son discours sur l'état de la nation, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a annoncé l'augmentation des salaires dès le début 2020. Les travailleurs disent attendre que cela devienne très bientôt une réalité. Pour ceux qui après des années de dur labeur au service de la nation vont au repos, il est annoncé le retour de l'allocation de départ à la retraite.

Selon le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, l'amélioration constante de la gouvernance et de la gestion des finances publiques permettra à l'Etat de dégager des ressources pour faire face aux défis sociaux. Ce sont des réponses qui se mettaient en place avant même la

soumission des doléances du premier mai 2019.

Mais il faut admettre que sur le terrain, la demande reste toujours forte. C'est pourquoi à Dapaong par exemple où des milliers de travailleurs ont défilé dans les rues pour chuter devant les bureaux de la préfecture, les demandes ont porté sur plusieurs besoins comme l'accès à l'énergie et l'eau potable. On se rend compte alors qu'au Togo les besoins professionnels se confondent avec les besoins généraux de la population. Dans tous les cas, aujourd'hui l'autorité a compris ce que la population en général et les travailleurs en particulier attendent de lui. Il lui revient maintenant de continuer à y répondre de façon adéquate.

Edem D.

Frontière maritime entre le Togo et le Ghana Nouveau round de négociations

Mardi dernier s'est achevée à Lomé une réunion de 02 jours de concertation, entre les commissions togolaise et ghanéenne chargées de la question de la démarcation de la frontière maritime entre les deux pays.

Ce nouveau round de négociations qui intervenait après ceux de juin, octobre et décembre derniers, visait principalement à avancer dans la résolution de ce contentieux vieux de plus d'un demi-siècle. Toutefois, il reste visiblement du chemin à parcourir, selon Stanislas Baba, président du Haut

Conseil pour la Mer et membre de l'équipe de négociation togolaise. « A ce jour peu de progrès ont été réalisés parce que nous n'avons pas encore abordé la substance, la quintessence de la problématique des frontières maritimes. Il est donc temps que nous abordions le fonds même des négociations » a-t-il

indiqué.

La partie ghanéenne a de son côté, comme lors des précédentes réunions, réaffirmé sa volonté, de parvenir à un accord « fondé sur le droit international ».

En rappel, le contentieux tourne autour d'une imprécision sur la



Le ministre Stanislas Baba

délimitation de la frontière maritime entre les deux pays, héritée de la période coloniale.



DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication



**Vous êtes un annonceur, un privé,
une agence conseil en communication
ou un homme d'affaires !
Vous avez besoin d'une communication
dans le journal Togo Matin ?**

**Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00**

RIDUTO®

RIZ DU TOGO



1kg,

5 kg,

25 kg,

50 kg

Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé - Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

RIDUTO & RIDUTO RIZI sont des marques déposées